



**Interactivité Antenne**  
1 quai du Point du Jour  
92656 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX  
Tél. : 01 41 41 22 14  
Fax : 01 41 41 27 37

le 23 novembre 2011

# **Réponse de la société e-TF1 à la consultation Publique de l'ARCEP**

## **Version publique**

### **Numérotation**

**Evolution du plan de numérotation relative aux numéros  
courts et aux numéros longs commençant par 08**

## **Introduction**

e-TF1 édite pour les besoins de l'Antenne de TF1 des SVA depuis les années 90.

En tant qu'acteur majeur sur le marché des SVA en Audiotel® notamment, e-TF1 a toujours suivi de très près l'évolution de ce marché, de la réglementation et de la déontologie.

C'est donc tout naturellement dans ce contexte que nous avons souhaité prendre part à la consultation publique lancée par l'ARCEP.

Contact e-TF1 :

Guillaume GESTIN

Interactivité Antenne, Responsable Coordination

[ggestin@tf1.fr](mailto:ggestin@tf1.fr)

01 41 41 16 83

### ***Question n° 1.***

***Que pensez-vous des facteurs clés de succès d'une réforme du système des numéros courts et des numéros longs commençant par 08 ? Quelles sont, en particulier, vos attentes en matière de prévisibilité des impacts des évolutions ?***

Selon nous, l'un des facteurs clés du succès d'une réforme du système des numéros courts et numéros commençant par 08 réside dans le fait d'intégrer aux réflexions l'ensemble des acteurs du marché, les intermédiaires opérateurs ou prestataires/hébergeurs d'une part, mais aussi les éditeurs de services (avec leur spécificité de marché) dont les contenus sont à l'origine du trafic sur ce type de ressources.

La consultation publique permet de collecter les avis des différents acteurs et semble à ce titre un bon moyen de fixer des échéances et un calendrier commun à l'ensemble des acteurs en vue de parvenir à des réponses adaptées et concertées.

Nous pensons notamment qu'un encadrement des pratiques et une application rigoureuse des règles déontologiques, assortis de sanctions pour manquement le cas échéant semble également être un élément déterminant pour garantir le succès de cette réforme et son appréciation par les consommateurs.

Notre attente principale quant à cette réforme du plan de numérotation, est que l'objectif de lisibilité tarifaire et de transparence soit atteint, de sorte à redonner confiance aux consommateurs, et d'enrayer la baisse de consommation constatée sur le marché du vocal.

### ***Question n° 2.***

***Que pensez-vous de l'intérêt d'homogénéiser la structure tarifaire entre les différentes boucles locales au regard de l'objectif d'amélioration de la lisibilité et de la transparence ?***

Nous pensons que le manque de lisibilité et de transparence des tarifs du point de vue des consommateurs les a éloignés ce type de service et est donc en partie à l'origine de la baisse du marché.

L'homogénéisation de la structure tarifaire entre les différentes boucles locales améliorera la lisibilité et la transparence pour redonner confiance aux consommateurs.

**Question n° 3.**

**Comment jugez-vous l'intérêt d'aligner la facturation de la composante « C » sur celle d'un tarif perçu comme « normal » par les utilisateurs ?**

Le fait de « normaliser » la facturation de la composante « C » permettrait en effet de contribuer grandement à l'amélioration de la lisibilité tarifaire, et permettrait au consommateur de bien distinguer le prix du service qu'il consomme et le coût de la communication facturé par son opérateur.

**Question n° 4.**

**Estimez-vous que les précisions ci-dessus qualifient explicitement comme normale la facturation de la composante « C » ?**

L'interprétation de l'ARCEP d'un tarif de communication « normal » semble explicite dans la mesure où il s'agirait d'aligner le coût « C » sur celui des communications interpersonnelles, auquel sont habitués les consommateurs.

Une telle simplification de la structure tarifaire ne peut toutefois s'avérer efficace qu'à condition que s'appliquent scrupuleusement les interprétations de l'ARCEP : intégration par les opérateurs des coûts « C » dans les forfaits illimités, décomptes du forfait ou facturation selon les mêmes modalités que pour les appels passés vers les numéros fixes.

**Question n° 5.**

**Quels avantages et inconvénients identifiez-vous pour la mise en place du modèle « C+S » ? En particulier, quelles sont vos estimations d'impacts économiques pour les acteurs du marché ?**

De notre point de vue d'éditeur de services, le modèle « C+S » apporte le plus de lisibilité et de transparence pour les consommateurs, car il dissocie clairement le prix du service et le prix d'accès facturé par l'opérateur.

Nous considérons qu'en offrant plus de lisibilité, nous redonnons aux consommateurs de la confiance ce qui enrayera la baisse de consommation et peut redynamiser le marché. Ainsi chaque acteur de la chaîne a à y gagner.

**Question n° 6.**

**Que pensez de la mise en place du modèle « P » sur le marché de détail et sur le marché de gros ? Comment évaluez-vous ses impacts économiques sur les acteurs de la chaîne de valeur ? Quelle est votre analyse de l'incertitude économique en résultant ?**

Avec le modèle « P », le reversement aux éditeurs varierait considérablement selon l'origine de l'appel et affaiblit tout calcul de prévisions de modèle économique.

Sans prévision fiable de résultat, nous soulevons un risque que des éditeurs se désengagent du marché.

**Question n° 7.**

**Que pensez-vous de l'analyse précédente concernant la meilleure prévisibilité des impacts du modèle « C+S » par rapport au modèle « P » ?**

Comme évoqué en réponse aux questions 5 et 6, nous préférons le modèle « C+S ». Nous partageons donc le point de vue de l'ARCEP.

**Question n° 8.**

**Existe-t-il, selon vous, d'autres modèles de tarification de détail permettant d'homogénéiser les boucles locales fixes et mobiles ?**

Nous n'imaginons pas d'autres modèles que ceux suggérés par l'ARCEP : « C + S » et « P ».  
Seul le modèle « C+ S » nous semble d'ailleurs praticable.

**Question n° 9.**

**Quel scénario de mise en place préféreriez-vous ? Quel calendrier vous semblerait le plus adapté ? Merci d'expliquer les raisons motivant vos réponses.**

Si nous comprenons la difficulté technique pour certains acteurs du marché (les opérateurs notamment), nous pensons en tant qu'éditeur qu'un calendrier unique, que chacun respectera pour permettre la migration simultanée des systèmes, permettra alors d'assurer le maximum de cohérence et d'encourager la convergence des usages pour l'ensemble du marché et des clients.  
Compte tenue de la baisse significative du marché imputable en partie au manque de lisibilité tarifaire, les évolutions sont espérées au plus tôt.

**Question n° 10.**

**Que pensez-vous de cette proposition de bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde pour l'ensemble des paliers tarifaires facturés à la durée ?**

La facturation à la seconde dès la 1<sup>ère</sup> seconde renforcerait le sens de ce modèle économique où seul le service consommé serait facturé, ce qui va dans le sens d'une plus grande transparence et s'accorde avec les pratiques du marché des communications interpersonnelles.  
Parallèlement, les modèles de reversement seraient dans ce cas à réadapter également pour rémunérer les éditeurs sur la base du temps de service consommé et donc facturé.

**Question n° 11.**

**Pouvez-vous préciser quels seraient pour vous les impacts économiques (en pourcentage) d'une bascule vers une tarification à la seconde dès la première seconde si possible pour chaque palier tarifaire ?**

Pour nos activités, sur les modèles de tarification à la durée nous sommes principalement positionnés sur le palier 0.337€/min et estimons qu'une telle bascule vers une facturation à la seconde dès la première seconde pourrait représenter une baisse d'environ 12% de notre CA sur ce palier.

**Question n° 12.**

**Que pensez-vous de l'abandon des tarifications horaires et mixtes pour simplifier la structure des paliers tarifaires ?**

Nous considérons que les tarifications horaires et mixtes sont particulièrement complexes en termes de lisibilité tarifaire et il est souvent difficile de se faire une idée du prix global pour le service consommé. Nous notons également que le palier tarifaire mixte a été la cible de nombreuses dérives (spam SMS et ping-call notamment).

L'abandon de ces principes de tarification contribuerait à une plus grande transparence pour les consommateurs. Toutefois, il paraît indispensable de créer concomitamment une gamme enrichie de paliers à l'acte et à la durée pour ne pas limiter l'offre de services des éditeurs.

**Question n° 13.**

**Quel est pour vous l'intérêt de créer une gamme de paliers à l'acte ? Quels en seraient les inconvénients ou difficultés éventuels ?**

La facturation à l'acte (à l'appel) se superpose avec un modèle désormais largement répandu qui est le modèle SMS+ (facturé au SMS).

Disposer d'une gamme étendue de paliers tarifaires à l'acte permettrait aux éditeurs multi-supports d'homogénéiser leurs tarifs et leur communication par rapport aux autres supports sur lesquels ils proposent leurs services (SMS notamment).

Cela pourrait également permettre de développer de nouveaux services et/ou proposer des services dont la valeur ajoutée (ex. Dotations de jeux dans le cas de e-TF1) serait corrélée au prix d'accès.

**Question n° 14.**

**Quelle gamme de paliers à l'acte vous semble-t-elle la mieux appropriée pour répondre aux besoins du marché ?**

A l'instar du fonctionnement d'autres offres de micro-paiement, une gamme de paliers très large permettant de proposer librement tous les prix, par seuils de 5 centimes, 9 centimes et arrondis (ex. 0.75€, 0.79€, 0.80€ TTC, etc.) offrirait un maximum de souplesse aux éditeurs pour packager leurs offres.

**Question n° 15.**

**Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une tarification à l'appel ?**

Nous considérons que les dérives constatées, même isolées, sont nuisibles à l'ensemble du marché.

Plusieurs mesures semblent indispensables pour limiter les abus éventuels :

- le maintien du MGIT en début de communication. Nous souhaitons cependant en tant qu'éditeur avoir la possibilité de personnaliser ce MGIT afin de créer un environnement de marque dès le début de la communication et envisager des règles de diffusion du MGIT selon le profil de l'appelant (ex. 1 fois par abonné par jour, ou par semaine...) ;

- des règles déontologiques adaptées et concertées selon les paliers tarifaires et des sanctions associées et appliquées en cas de non respect de ces règles ;
- un principe de « capping » de la facturation au niveau de l'opérateur pour limiter le nombre d'accès aux services et ainsi limiter le montant global de dépense du consommateur ;
- un système de code ou de filtre de contrôle parental pour les services « adulte ».

**Question n° 16.**

**Pouvez-vous remplir le tableau suivant en indiquant la liste des valeurs de paliers qui vous semble souhaitable et pertinente pour la future grille, notamment au regard de l'objectif de lisibilité des tarifs pour les clients ?**

Proposition de nouvelle grille de paliers tarifaires à la durée et à l'appel

Futurs paliers à la durée	Futurs paliers à l'acte
0.20€/min – 0.30€/min - 0.45€/min	0.50€/appel - 0.65€/appel
0.50€/min - 0.55€/min - 0.60€/min	0.70€/appel – 0.75€/appel – 0.79€/appel
0.65€/min - 0.75€/min - 0.80€/min	0.80€/appel – 0.85€/appel – 0.89€/appel
1€/min	0.90€/appel – 0.95€/appel – 0.99€/appel
	1€/appel – 1.5€/appel

Sur le modèle à l'acte, e-TF1 envisage l'utilisation d'un palier de 0.75€/appel à 0.85€/appel pour une partie de ses services proposées.

**Question n° 17.**

**Que pensez de ce principe de mise en œuvre au regard de la nécessité de minimiser les impacts relatifs à la migration des services existants ? Avez-vous d'autres scénarios de migration à proposer ? Si oui, merci de les préciser en indiquant, si possible, leurs impacts techniques pour les différents types d'acteurs de la chaîne de valeur.**

La proposition de l'ARCEP de créer des nouveaux paliers sur des valeurs inexistantes et modifier le paramétrage des valeurs des paliers existants nous apparaît la plus logique.

**Question n° 18.**

**Pouvez-vous préciser, dans le tableau suivant, pour chaque palier existant, les correspondances entre valeur actuelle et valeur future qui vous semblent raisonnables et pertinentes ?**

Palier	Valeur actuelle	Valeur future
1	HP : 0,078 € / appel + 0,028 € / min HC : 0,078 € / appel + 0,014 € / min	0.10€ / appel
2	0,09 € / min	0.10€/min
3	0,118 € / min	0.12€/min
4	0,15 € / min	0.15€/min
5	0,224 € / min	0.25€/min
6	0,336 € / min	0.40€/min
6	0,562 € / appel	0.60€/appel
7	1,351 € / appel + 0,336 € / min	1.5€/appel

**Question n° 19.**

**Quel calendrier souhaiteriez-vous pour l'évolution de cette grille de paliers tarifaires ?**

**Merci d'indiquer dans quelle mesure cette évolution pourrait être réalisée selon un calendrier indépendant de la mise en place du « C+S » ?**

L'idéal serait de disposer de nouveaux paliers tarifaires pour de nouveaux services ou les 3BPQ existants dès S1 2012, puis de procéder ensuite à échéance fin S2 2012 aux modifications et renumérotations concernant les paliers existants.

Cette évolution des paliers tarifaires peut être disjointe de la mise en place du « C + S », cependant ce mode de facturation doit ensuite entrer en vigueur le plus rapidement possible afin d'éviter de nouvelles périodes de flou tarifaire.

**Question n° 20.**

*Que pensez-vous de la création d'un palier (C banalisé ; S=0) utilisation pour les numéros courts et les numéros longs commençant par 08 au regard des besoins du marché et de la situation actuelle où les prestataires de services peuvent utiliser notamment des numéros longs commençant par 09 pour se conformer aux dispositions de la loi « LME » ?*

NON CONCERNE

**Question n° 21.**

*Pour les entreprises utilisant des numéros fixes géographiques (01 à 05) ou fixes non géographiques (09), que pensez-vous des avantages et des éventuels inconvénients de ce type de numéro dans le cadre de votre politique de relation clients ? Avez-vous connaissance de pistes d'évolution permettant d'améliorer le service dont vous bénéficiez ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un numéro spécial au tarif (C banalisé ; S=0) précité pour votre service client ? Pourquoi ? Si oui, à quelle échéance et selon quelles modalités de transition ?*

NON CONCERNE

**Question n° 22.**

*Que pensez-vous d'étendre la gratuité au départ de l'ensemble des boucles locales mobiles pour le palier tarifaire libre-appel dont la gratuité est actuellement restreinte au départ des seules boucles locales fixes ? Selon vous, quel serait le coût maximum qu'un prestataire de services serait prêt à payer pour envisager positivement l'utilisation de numéros gratuits depuis tous les réseaux pour une partie de son offre ?*

NON CONCERNE

**Question n° 23.**

*Que pensez-vous de la subdivision de la tranche 080 proposée ?*

NON CONCERNE

**Question n° 24.**

*Quels seraient les scénarios de migration envisagés à la suite de cette évolution de l'organisation de la tranche 080 ? Pouvez-vous préciser leurs contraintes et notamment les délais de mise en œuvre nécessaires ?*

NON CONCERNE

**Question n° 25.**

*Quel scénario préconiserez-vous pour faire évoluer l'encadrement tarifaire des tranches 30PQ et 31PQ ?*

NON CONCERNE

**Question n° 26.**

*Que pensez-vous de la fonctionnalité tarification au numéro au regard des besoins des prestataires de services ?*

NON CONCERNE

**Question n° 27.**

*Comment percevez-vous la fonctionnalité de tarification au numéro en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?*

NON CONCERNE

**Question n° 28.**

*Si vous deviez envisager une mise en œuvre de la tarification au numéro, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?*

NON CONCERNE

**Question n° 29.**

*Que pensez-vous de la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel au regard des besoins des prestataires de services ?*

NON CONCERNE

**Question n° 30.**

*Si vous deviez envisager sa mise en œuvre de la modulation tarifaire en cours d'appel, quelles solutions techniques proposeriez-vous ? Quel serait l'ordre de grandeur des investissements nécessaires pour un opérateur de boucle locale et un opérateur de collecte ? Quel délai serait nécessaire pour sa mise en place ?*

NON CONCERNE



**Question n° 31.**

**Comment percevez-vous la fonctionnalité de modulation tarifaire en cours d'appel en termes de lisibilité pour les clients de ces services ? Serait-il nécessaire de renforcer les dispositifs d'information tarifaire existants ? Si oui, de quelle manière ?**

La fonctionnalité de modulation tarifaire doit nécessairement être offerte à tous les consommateurs potentiels : quel que soit l'opérateur de l'appelant et quel que soit le type de contrat d'abonnement. Même si nous considérons que cette fonctionnalité puisse permettre de proposer différents services à différents prix sur un même numéro d'accès, il nous semble difficile de proposer en amont une lecture claire et aisée du prix pour le consommateur.

La diffusion d'un message (à l'instar du MGIT) pourrait indiquer aux appelants la variabilité possible de tarif en cours de communication. De même, un dispositif (signal sonore ou message d'avertissement) indiquant les modifications de facturation à l'appelant en cours de communication, notamment en cas de facturation plus élevée, renforcerait l'information donnée aux consommateurs et sa maîtrise de ses dépenses.

**Question n° 32.**

**Quelles mesures vous sembleraient-elles appropriées pour limiter les abus possibles introduits par une modulation tarifaire en cours d'appel ?**

Une action de l'appelant (dièse ou autre) pour valider la continuité de la communication suite à la modulation tarifaire (à la hausse) pourrait limiter les abus éventuels.

**Question n° 33.**

**Que pensez-vous d'un mécanisme permettant d'attendre la transmission d'un « ordre technique » par le prestataire de service à l'opérateur de boucle locale et d'une confirmation de l'appelant pour démarrer la facturation de la composante « service » au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?**

Cela nous apparaît techniquement compliqué à mettre en place (Interfaçage technique entre le centre de réception d'appel, l'opérateur transporteur et l'opérateur de boucle locale) et pose la question du déclencheur de la composante « Service » dans la cinématique de l'appel

**Question n° 34.**

**Que pensez-vous d'un mécanisme permettant de démarrer et d'interrompre la facturation de la composante « service » en fonction d'événements transmis par le prestataire de services au regard des besoins du marché et de la faisabilité technique ?**

Ce mécanisme peut permettre d'offrir de nouvelles fonctionnalités aux services d'un portail vocal ou de mise en relation/mise en attente (service client) mais semble techniquement compliqué à mettre en œuvre (Interfaçage technique entre le centre de réception d'appel, l'opérateur transporteur et l'opérateur de boucle locale).

**Question n° 35.**

***Que pensez-vous de la grille d'encadrement tarifaire proposée ?***

La grille proposée va dans le sens de l'amélioration et de la transparence avec un coût « C » unique et de la lisibilité avec un nombre de tranches réduit dont les bornes pour le « S » sont clairement indiquées.

**Question n° 36.**

***Que pensez-vous de fermer la tranche 0884 ?***

NON CONCERNE

**Question n° 37.**

***Que pensez-vous d'aligner les catégories de la signalétique tarifaire sur les valeurs des différents plafonds réglementaires ?***

Si une grille des tranches de numéros telle que décrite à la question 35 cohabite avec une grille de catégorie tarifaire, la logique de lisibilité impose que les catégories de la signalétique tarifaire s'alignent sur les valeurs des différents plafonds réglementaires des tranches de numéro.

Nous sommes donc favorables à cet alignement.

**Question n° 38.**

***Que pensez-vous de la réponse qu'apporte ce nouveau découpage de la tranche 08 à la problématique de la saturation de la tranche 0892 ?***

NON CONCERNE

**Question n° 39.**

***Que pensez-vous de la création d'une tranche dédiée aux services susceptibles de faire l'objet d'un filtrage par un système de contrôle parental ? Que pensez-vous du choix de la tranche 0895 ?***

Comme déjà évoquée à la question 15, nous considérons en tant qu'éditeur que toutes mesures visant à protéger les mineurs et renforcer le contrôle parental sont rassurantes pour les consommateurs et protègent le marché.

Concernant la proposition d'une tranche dédiée, nous y sommes favorables (bien que nous n'éditions pas ce type de service) et pensons que ce serait un bon moyen de différencier ces services, dont l'accès et la surveillance déontologique doivent par ailleurs être assurés par l'opérateur.

**Question n° 40.**

***Que pensez-vous d'attribuer les numéros longs commençant par 08 par bloc de 1000 ?***

Nous y sommes favorables, cela devrait apporter davantage de souplesse aux éditeurs pour le choix de leur numéro.

**Question n° 41.**

*Pouvez-vous indiquer, au regard de vos systèmes, dans quelle mesure et à quelles conditions il serait possible d'attribuer à chaque bloc ABPQM un palier tarifaire différent de celui des blocs adjacents ? Sous quels délais une telle évolution serait-elle envisageable ?*

NON CONCERNE

**Question n° 42.**

*Si vous utilisez des numéros de la tranche 0850, pouvez-vous préciser l'usage qui en est fait actuellement ainsi que les perspectives d'évolution à moyen / long terme ?*

NON CONCERNE

**Question n° 43.**

*Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible, proposé par l'ARCEP, concernant les numéros spéciaux gratuits (C=0 ; S=0) ?*

NON CONCERNE

**Question n° 44.**

*Que pensez-vous du modèle de tarification de gros cible proposé par l'ARCEP concernant les numéros spéciaux payants (C banalisé ; S≥0) ?*

NON CONCERNE

**Question n° 45.**

***Quelles sont les prévisions d'investissements encourues au titre de la mise en œuvre des nouveaux modèles de tarification à destination des numéros spéciaux envisagés par l'ARCEP dans la présente consultation publique ? Quels est, selon vous, la meilleure manière de répartir leur financement entre les différents acteurs de la chaîne de valeur ?***

Par notre position d'éditeur, nous n'avons pas de visibilité quant à l'investissement nécessaire pour la mise en œuvre des nouveaux modèles de tarification.

**Question n° 46.**

*Est-il opportun, selon vous, d'introduire dans le modèle de tarification de gros cible une composante tarifaire complémentaire à l'usage ou à la capacité (d'un tarif proche de celui correspondant à la vente de BPN dans le cadre des prestations de terminaison d'appel) ?*

*Si oui, favoriseriez-vous une tarification à l'usage ou à la capacité ? Pour quelles raisons ?*

NON CONCERNE

**Question n° 47.**

***Que pensez-vous des terminologies « numéros standards » / « numéros spéciaux » ainsi que des définitions correspondantes proposées au regard de l'objectif de clarté poursuivi ?***

***Que pensez-vous de l'ensemble des nouvelles désignations proposées pour les sous-catégories ?***

Le terme « standard » est confusant car il correspond aussi à un type de service (accueil, standard d'appels). Nous suggérons le terme de « classique » ou « normale » pour définir les numéros dédiés aux communications interpersonnelles.

Quels que soient les termes retenus, il nous apparaît fondamental dans un objectif de clarté que la distinction entre SVA et communications interpersonnelles soit établie.

**Question n° 48.**

***Que pensez-vous du lien établi entre la surtaxation d'un tarif et la valeur strictement positive de la composante « S » ?***

Dans la mesure où toute communication serait facturée à un prix « C », cela semble logique que la notion de « surtaxation » soit directement liée à la composante « S » et donc que celle-ci soit strictement positive.

**Question n° 49.**

***Pensez-vous que l'ensemble des numéros surtaxés ne doit plus être utilisé comme identifiant de la ligne appelante ? Pour quelle(s) raison(s) ?***

En poursuivant l'objectif louable de protéger le consommateur contre les risques d'arnaque (avec le ping-call notamment), il ne faut pas empêcher les éditeurs de proposer des services innovants et de qualité à leur client.

Dans notre catalogue de services, il existe des services pour lesquels cette fonction fait partie intégrante de la cinématique (par exemple service d'inscription avec rappel en cas de sélection).

**Question n° 50.**

***Pensez-vous que l'interdiction d'utilisation des numéros surtaxés comme identification de la ligne appelant doit être limitée aux numéros surtaxés associés aux paliers les plus élevés ? Si oui, quelles tranches devraient, selon vous, être concernées ? Pour quelle(s) raison(s) ?***

Oui, à ce jour la tranche 0899, la plus chère et qui est identifiée par les utilisateurs comme moyen de paiement (web notamment), pourrait être interdite ou au moins restreinte.

**Question n° 51.**

***Quelles mesures techniques ou juridiques seriez-vous en mesure de mettre en œuvre grâce à cette évolution réglementaire visant à réduire ces fraudes ? A quelle échéance ?***

En tant qu'éditeur, nous n'avons pas la possibilité de mettre en œuvre des mesures techniques ou juridiques, cependant nous pensons qu'une interdiction réglementaire, associée à un blocage par défaut des fonctions consistant à utiliser des numéros surtaxés comme identification de la ligne appelant, pourrait empêcher certaines dérives.

Une option devrait toutefois permettre aux opérateurs d'activer ces fonctions ponctuellement sur demande préalable et motivée d'un éditeur, faisant l'objet d'une déclaration officielle aux différents acteurs en charge du bon déroulement et du respect des pratiques sur ce marché.

**Question n° 52.**

**Comment percevez-vous l'avancement des travaux sectoriels visant à renforcer le contrôle déontologique ?**

Depuis plusieurs années, des pratiques douteuses ont profondément nuit au marché des SVA par téléphone et entacher les éditeurs proposant pourtant des services de qualité dans le strict respect des règles déontologiques.

e-TF1 est adhérent au GESTE et à ce titre est disposé à participer à tous les travaux visant notamment à renforcer le contrôle déontologique et faire valoir les bonnes pratiques éditoriales.

**Question n° 53.**

*Que pensez-vous de l'attribution d'un NFB pour cet usage ? Avez-vous des remarques à apporter sur le choix du numéro ?*

NON CONCERNE

**Question n° 54.**

*Que pensez-vous de cette possibilité ? Pour quels services ? Quelles sont vos préconisations sur le choix d'une éventuelle tranche dédiée ?*

NON CONCERNE

**Question n° 55.**

**Que pensez-vous de l'utilisation des codes de la norme « human factors » pour se substituer au besoin de numéros à fonctionnalité banalisée ?**

Cette norme présente l'avantage de dissocier les numéros d'accès à ces fonctionnalités (liées directement à l'utilisation de la ligne téléphonique de l'utilisateur) avec les numéros d'accès à un service à valeur ajoutée et potentiellement surtaxé.

**Question n° 56.**

*Que pensez-vous du principe de retenir le format 510P à 515P pour les nouveaux préfixes de conservation du numéro mobile ? Quel calendrier serait envisageable pour la mise en œuvre d'un tel dispositif ?*

NON CONCERNE

**Question n° 57.**

*Que pensez-vous de la proposition de réserver une tranche d'un million de numéros pour l'usage technique interne des opérateurs ?*

NON CONCERNE

**Question n° 58.**

*Que pensez-vous de geler la tranche 09 99 PQ MC DU pour cet usage ?*

NON CONCERNE

**Question n° 59.**

*Quelles sont, selon vous, les évolutions à long terme envisageables ou souhaitables du plan de numérotation ? Selon quelles priorités devraient-elles être traitées ?*

Les propositions faites par l'ARCEP dans la présente consultation entraînent déjà un profond changement des pratiques en vigueur depuis des années et nous apprécions qu'elles puissent offrir davantage de moyens aux éditeurs pour proposer leurs services, tout en renforçant la protection du consommateur.

De notre point de vue, toute modification future doit continuer de s'articuler autour de trois priorités :

- Respecter le consommateur : lisibilité et transparence de la tarification, loyauté et qualité des services ;
- Donner aux éditeurs un cadre favorable à l'exploitation de services : offrir des moyens performants et proposer des solutions pertinentes et flexibles pour que chacun puisse continuer à développer des services de qualité propres à leur activité, leur marché et leurs clients ;
- Protéger le marché et les consommateurs : superviser, contrôler et intervenir plus efficacement et plus rapidement auprès des éditeurs aux pratiques néfastes.